



CONVENTION
entre la Région Nouvelle Aquitaine
Et la Communauté de Communes Périgord-Limousin
Relative

à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises

ENTRE

LA REGION NOUVELLE AQUITAINE, représentée par son Président, Monsieur Alain ROUSSET, dûment habilité à la signature de la présente convention par la délibération n° 2018.1010 du 28 mai 2018,

ci-après désignée par « la Région »,

d'une part,

ET

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PERIGORD-LIMOUSIN, Espace Pierre-Beylot - 24800 Thiviers, représentée par son président, Monsieur Bernard VAURIAC, dûment habilité à la signature de la présente convention par la délibération n° 2018-4-36 du 30 août 2018,

ci-après désignée par «la communauté de communes»,

d'autre part,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-2, L1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 et L4251-17 et suivants,

Vu la délibération n° 2016.3141 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 19 décembre 2016 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,

Vu l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 décembre 2016 portant approbation du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n° 2017.17 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 13 février 2017 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises,

Vu la délibération n° 2018.1010 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 28 mai 2018 approuvant les dispositions de la présente convention,

Vu la délibération n°2018-4-36 du Conseil de la communauté de communes Périgord-Limousin en date du 30 août 2018 adoptant son règlement d'intervention des aides aux entreprises et approuvant les dispositions de la présente convention.

EXPOSE DES MOTIFS

0 Préambule

L'objectif de la présente convention est :

- de mettre en œuvre sur le territoire de la communauté de communes Périgord-Limousin le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) Nouvelle-Aquitaine,
- d'engager un partenariat privilégié en matière de développement économique et d'accueil des entreprises entre la communauté de communes Périgord-Limousin et la Région,
- d'arrêter le dispositif des aides aux entreprises que souhaite mettre en place la communauté de communes Périgord-Limousin,
- de garantir la complémentarité des interventions économiques de la communauté de communes Périgord-Limousin avec celles de la Région,

dans l'intérêt du développement économique régional, en partage avec les priorités communes et en compatibilité avec les orientations du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation Nouvelle Aquitaine et du règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises.

En conséquence de quoi,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Mise en œuvre du SRDEII

La communauté de communes Périgord-Limousin s'est dotée d'une stratégie de développement économique reposant sur un diagnostic de son territoire réalisé en concordance avec les orientations identifiées par le partenariat régional et inscrites dans le SRDEII Nouvelle-Aquitaine.

La stratégie de développement économique communautaire est jointe en annexe I de la présente convention. Elle repose sur les principes suivants :

- Favoriser la création, la transmission et la reprise d'entreprises sur le territoire de la communauté de communes Périgord-Limousin
- Accompagner et faciliter le développement des entreprises endogènes et exogènes sur ce territoire
- Promouvoir ce territoire
- Attirer des projets d'entreprises pour favoriser leur implantation sur celui-ci

La stratégie est compatible avec les orientations du SRDEII.

Article 2 : Partenariat privilégié communauté de communes Périgord-Limousin /Région

La mise en œuvre conjointe de la stratégie de développement économique, dont la communauté de communes Périgord-Limousin s'est dotée, et de la stratégie de développement économique régional, repose sur un partenariat privilégié entre ces collectivités.

Les engagements et les obligations auxquels la communauté de communes Périgord-Limousin et la Région s'obligent mutuellement font l'objet d'une charte de partenariat économique figurant en annexe II à la présente convention.

Article 3 : Aides aux entreprises

La communauté de communes Périgord-Limousin a adopté son règlement d'intervention qui prévoit les caractéristiques des aides aux entreprises qu'elle souhaite attribuer. Il est organisé en conformité avec les 9 orientations du SRDEII et du règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises.

L'exposé des dispositifs du règlement d'intervention communautaire fait l'objet de l'annexe III à la présente convention.

Le montant et les modalités de l'intervention communautaire seront modulés en fonction des caractéristiques du projet.

L'analyse s'appuie sur les principaux critères suivants :

- projet pour lequel le soutien est demandé,
- motifs économiques, environnementaux et sociaux qui légitiment l'intervention de la collectivité,
- type d'entreprise bénéficiaire et secteur d'activité concerné,
- zone géographique du projet de l'entreprise,
- création et/ou maintien d'emplois,
- effet de levier de l'aide publique sur l'entreprise,
- caractère novateur de l'investissement pour le tissu économique,
- impact sur l'environnement.

Les interventions réalisées au titre de la présente convention sont conformes aux règles européennes relatives aux aides publiques aux entreprises et au Code Général des Collectivités Territoriales. A cette fin, chacun des dispositifs précise son régime de rattachement.

Les entreprises bénéficiaires des aides doivent avoir une implantation sur le territoire communautaire et se conformer à l'ensemble des réglementations en vigueur, en particulier, celles relatives au droit du travail, aux obligations fiscales et sociales et à la protection de l'environnement.

Les modalités de mise en œuvre des aides aux entreprises font l'objet de l'annexe IV à la présente convention.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention prendra fin le 1^{er} juillet 2022.

Chacune des parties peut demander la résiliation de la convention. La communauté de communes Périgord-Limousin ne sera alors plus en capacité de mener des actions de développement économique ni d'attribuer des aides aux entreprises.

Article 5 : Modifications

La présente convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, notamment en cas de modification substantielle des dispositifs d'intervention de l'une ou l'autre des collectivités.

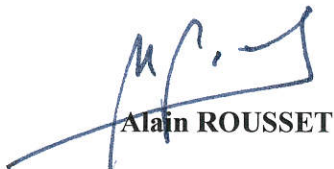
Article 6 : Evaluation

La communauté de communes Périgord-Limousin et la Région pourront décider de la mise en place d'un processus d'évaluation visant à apprécier l'efficacité et l'impact sur le territoire communautaire des dispositifs d'aides objet de la présente convention.

Fait à Bordeaux,

Le **15 MARS 2019**

Pour la Région Nouvelle Aquitaine
Le Président du Conseil régional,



Alain ROUSSET

Pour la communauté de communes Périgord Limousin
Le Président,

Bernard VAURIAC



ANNEXES

A LA CONVENTION
entre la Région Nouvelle Aquitaine
Et la communauté de communes Périgord-Limousin
relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et
d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises

ANNEXE I**STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE****ANNEXE II****CHARTRE DE PARTENARIAT ECONOMIQUE DES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION ET
COMMUNAUTES DE COMMUNES AVEC LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE****ANNEXE III****REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES****ANNEXE IV****MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES AIDES AUX ENTREPRISES**

ANNEXE I

STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1- Diagnostic et enjeux

ECONOMIE ET EMPLOI : Les forces du territoire de la communauté de communes Périgord-Limousin

- Un territoire situé à la croisée de 4 agglomérations : Limoges, Périgueux, Angoulême et Brive ce qui offre des perspectives de marchés intéressantes
- Un territoire traversé du Nord au Sud par l'axe routier RN21 Limoges – Périgueux – Agen - Tarbes
- Présence d'une gare FRET marchandises pour l'activité des carrières de Thiviers (4ème gare FRET d'Aquitaine)
- Coût de l'immobilier peu élevé
- Fort poids du secteur agroalimentaire dans l'économie locale (deux fois plus représenté en poids relatif dans l'emploi total que dans le reste du département)
- Présence significative d'acteurs locaux issus de la filière bois : forêts, exploitation, première transformation, seconde transformation
- Un abattoir bovins ovins figurant parmi les plus importants d'Aquitaine
- Une filière cuir – luxe qui se structure marquée par la présence d'un cluster et d'un pôle de formations aux métiers du cuir et du luxe à Thiviers
- Une dynamique entrepreneuriale en construction, illustrée par la création d'un club d'entreprises tous secteur d'activités
- Présence d'une carrière spécialisée dans l'extraction de quartz, exploitée par IMERYS le leader mondial des spécialités minérales pour l'industrie
- De nombreuses entreprises évoluant dans des secteurs d'activités traditionnels
- Certains produits agricoles reconnus pour leur qualité : AOC Noix du Périgord, AOP Pommes du Limousin, Label rouge Bœuf Limousin, Bœuf blond d'Aquitaine, Agneau fermier du Périgord et Porc au grain du Sud-Ouest
- Une main d'œuvre fidèle
- Un savoir-faire dans les métiers du cuir – luxe et dans l'agroalimentaire
- De nombreux sites touristiques existants à moins d'1h30 : château de Jumilhac, château de Puyguilhem, grottes de Villars, château de Bourdeilles, Brantôme, écomusée de Sorges, maison du foie gras de Thiviers, village de Saint-Jean-de-Côle, Lascaux, la Roque Saint-Christophe
- Un village classé « plus beau village de France », Saint-Jean de Côle
- Présence d'une voie verte Thiviers - St-Pardoux
- Présence d'une flow vélo reliant l'île d'Aix à Thiviers
- Présence d'un plan d'eau aménagé à Nantheuil
- Un marché alimentaire le samedi à Thiviers de qualité, connu et reconnu, thématisé autour du foie gras et de la truffe en hiver

ECONOMIE ET EMPLOI : Les faiblesses du territoire de la communauté de communes Périgord-Limousin

- Un déficit d'attractivité économique et d'emploi du territoire
- Nombreux bâtiments en friche de nature agricole, industrielle, commerciale, artisanale et de services
- Manque d'emplois locaux : 5089 actifs avec emploi résident sur le territoire pour 4343 emplois existants sur le territoire
- Des entreprises qui rencontrent des difficultés pour recruter
- Faible nombre d'établissements (publics et privés) de plus de 50 employés : 12.
- Forte proportion d'entreprises dont le dirigeant est proche de partir à la retraite
- Des entreprises peu innovantes
- Une économie résidentielle prépondérante
- Absence d'entreprises dans certains domaines d'activités due à une zone de chalandise faiblement étendue et peu dense
- De nombreux commerces ont une devanture vieillissante et non attractive
- Peu de terrains à vocation économique disponible en façade de RN21
- Forte proportion d'achats en dehors du territoire par des personnes qui résident sur le territoire (environ 45% des achats)
- Difficulté à structurer des associations commerciales professionnelles
- Une insuffisance d'offre d'hébergement touristique classée et ou labellisée que recherchent certains consommateurs ; cela pénalise la fréquentation du territoire en courts séjours

- Pas de site de visite ou d'activités majeurs pouvant être considérés comme des arguments déclencheurs de séjours
- Des établissements hôteliers de petite taille
- Des hébergements touristiques collectifs inadaptés au marché actuel qui méritent des investissements en termes de requalification et d'adaptation
- Un nombre de bonnes tables trop réduit
- Absence d'image et de notoriété touristique pour le territoire
- Des sites de visite touristique peu mis en valeur sur Internet et très mal référencés

2- Stratégie économique, orientations et actions

2.1 Stratégie économique et orientations

- Favoriser la création, la transmission et la reprise d'entreprises sur le territoire de la communauté de communes Périgord-Limousin
- Accompagner et faciliter le développement des entreprises endogènes et exogènes sur ce territoire
- Promouvoir ce territoire
- Attirer des projets d'entreprises pour favoriser leur implantation sur celui-ci

2.2 Actions

- Accompagnement individuel de créateurs, cédants et repreneurs de projets
- Accompagnement individuel de dirigeants d'entreprises
- Acquisition, aménagement et commercialisation de bâtiments pour entreprises
- Acquisition, aménagement et commercialisation de terrains pour entreprises
- Animation et promotion d'une bourse de l'immobilier et du foncier pour entreprises
- Mise en œuvre d'un programme d'aides financières aux entreprises
- Création d'un répertoire des entreprises
- Organisation de réunions de formations / d'informations aux dirigeants d'entreprises
- Animation d'une bourse aux stages, alternance et apprentissage
- Mise en place d'actions dans le cadre d'une convention de partenariat avec l'antenne de la CCI en Dordogne et celle de la Chambre des Métiers
- Co-animation d'un club d'entreprises
- Actions de prospection en partenariat avec ADI et Périgord Développement
- Développement des partenariats économiques publics et privés

ANNEXE II



**CHARTRE DE PARTENARIAT ECONOMIQUE
DES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION ET COMMUNAUTES DE
COMMUNES AVEC LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE**

Le Code général des collectivités territoriales donne à la Région la responsabilité exclusive de la définition des orientations en matière de développement économique, la définition des régimes d'aides et l'attribution des aides aux entreprises sur le territoire régional.

Ce même code permet aux communautés d'agglomération et aux communautés de communes de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de développement économique de leurs territoires en compatibilité avec le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) élaboré par le partenariat économique régional sous l'égide de la Région. Les communautés d'agglomération et communautés de communes disposent pour une grande partie d'entre elles de l'expertise nécessaire en interne.

Cette même exigence de compatibilité avec le SRDEII s'impose à la Région lorsqu'elle élabore ses propres stratégies de développement économique et qu'elle définit les régimes d'aides aux entreprises. C'est dans ce cadre que la Région a établi son règlement d'intervention qui définit les régimes d'aides utilisables par l'ensemble des collectivités sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine.

Dans un but d'efficacité de l'action publique sur le territoire et afin de bâtir un cadre conjoint des stratégies publiques de développement économique et des aides aux entreprises, la stratégie régionale doit se conjuguer aux stratégies locales des communautés d'agglomération ou de communautés de communes dans le respect des compétences que la loi attribue à chacune de ces collectivités.

La présente charte propose un cadre de partenariat et d'articulation des relations entre les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région, pour le meilleur accueil des projets des entreprises.

La Région Nouvelle-Aquitaine souhaite établir un partenariat privilégié avec les communautés d'agglomération et les communautés de communes.

Ces Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre peuvent mettre en œuvre le SRDEII avec la Région, conformément aux dispositions de l'article L 4251-18 du Code général des collectivités territoriales. Ils constituent l'échelon local de proximité au plus près des acteurs économiques. Il est donc essentiel que les canaux de coordination soient établis et efficaces entre ces collectivités et la Région.

Le SRDEII précise que la Région ne délèguera pas au niveau local ses compétences de pré-instruction, d'instruction ou d'attribution des aides. Pour correspondre au mieux au foisonnement des initiatives et aux habitudes de relations multi-canaux des entrepreneurs et des acteurs économiques, la Région ne recherchera pas une logique de guichet unique mais favorisera avec les communautés d'agglomération/communautés de communes l'ensemble des circuits et réseaux permettant aux entreprises et aux acteurs économiques de trouver le plus rapidement possible l'interlocuteur le plus à même de répondre à leurs questionnements et de soutenir leurs projets.

Dans le cadre d'une complémentarité territoriale, la Région souhaite que les communautés d'agglomération/communautés de communes puissent orienter, conseiller et effectuer un accueil qualifié des entreprises et des opérateurs économiques locaux porteurs de projet. Par leurs contacts directs et réguliers avec une part importante du tissu économique local, les communautés d'agglomération et les communautés de communes réalisent de manière habituelle et naturelle un primo-accueil pour les entreprises porteuses de projets, partagé avec d'autres acteurs territoriaux, chambres consulaires notamment.

Cet accueil devra s'effectuer de manière concertée avec la Région, il devra être qualifié et de qualité. A cette fin, la Région mettra en place de façon régulière et structurée les canaux d'information et/ou de formation pour assurer la montée en compétence et la qualité des réponses, conseils et orientations qui seront proposées par les élus et les personnels des communautés d'agglomération/communautés de communes. Des points de coordination spécifiques pourront être réalisés entre la Région et les communautés d'agglomération/communautés de communes pour suivre l'avancée des projets et coordonner leurs efforts sur les projets du territoire. Ces aspects pourront être décrits dans le cadre des conventions passés avec les communautés d'agglomération/communautés de communes.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes s'engagent à renforcer leur professionnalisation en établissant des organisations adaptées aux besoins d'accueil et d'orientation des entreprises, en veillant à la meilleure formation de leurs personnels et en assurant la fluidité et la qualité des informations transmises.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes partagent des enjeux communs tout en conservant leurs spécificités, leurs attentes et leurs priorités.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes, par leur rôle de centralité locale et les compétences qui leur sont attribuées partagent les priorités suivantes :

- l'aménagement économique et le parcours immobilier des entreprises ;
- le contact de proximité avec les différents acteurs économiques locaux ;
- l'importance de l'économie résidentielle de proximité, des commerces, de l'artisanat, de l'économie sociale et solidaire et du dynamisme des centres bourgs et des centres ville ;
- la promotion et la valorisation de leurs territoires ;
- les conditions de vie, de formation et de recrutement sur les territoires ;
- l'accessibilité, la qualité des moyens de transports et l'intermodalité ;
- la qualité des services locaux proposés aux entreprises, y compris le THD.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes ont vocation à prendre toute leur place dans les éco-systèmes d'animation économique de leur territoire

Deux types principaux d'éco-systèmes et de réseaux d'animation économique exercent leurs activités sur les territoires :

- des réseaux mis en place par les entreprises ou leurs organismes professionnels ou interprofessionnels : les syndicats professionnels, les associations interprofessionnelles, souvent par branche d'activité ou filière, les clusters,...
- des réseaux exerçant des missions pour le compte de la Région au travers de conventionnements, et notamment :
 - ❖ les réseaux consulaires ; en particulier, la Région a engagé un partenariat avec la Chambre régionale de commerce et d'industrie pour mettre en place une gouvernance élargie en matière d'accompagnement des entreprises à potentiel, reposant notamment sur le rôle de proximité des chambres territoriales au service de la prospection des projets d'entreprises,
 - ❖ l'Agence de Développement et d'Innovation Nouvelle-Aquitaine, qui propose aux collectivités adhérentes un partenariat reposant sur un programme concerté d'actions de communication et de coopération.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes sont invitées à intégrer ces éco-systèmes et réseaux d'animation pour disposer de l'information la plus pertinente sur les entreprises de leur territoire et bénéficier de lieux d'échanges leur permettant de parfaire leurs stratégies économiques et d'adapter leur offre aux besoins des entreprises et aux interventions de la Région.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région financent conjointement les projets économiques de leur territoire

Le SRDEII, en application des dispositions du Code général des collectivités territoriales, pose le principe d'une complémentarité des interventions des communautés d'agglomération/communautés de communes et de la Région. Cette complémentarité s'entend de deux manières :

- les régimes d'aides sont complémentaires dans leurs finalités, les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région pouvant effectuer du financement alternatif,

- les régimes d'aide sont établis de manière conjointe et les projets peuvent bénéficier de co-financements des communautés d'agglomération/communautés de communes et de la Région.

Dans le cadre du règlement d'intervention régional des aides aux entreprises, les communautés d'agglomération/communautés de communes veilleront avec la Région à maintenir la complémentarité des dispositifs qu'elles mettent en œuvre sur le territoire régional. En particulier, les interventions devront être concertées en amont. La communauté d'agglomération/communauté de communes ne pourra pas compléter a posteriori des plans de financement déjà établis entre la Région et le bénéficiaire. En outre, les montants apportés dans un plan de financement conjoint par la communauté d'agglomération/communauté de communes devront avoir un véritable effet de levier sur les financements privés.

Pour cela, la Région et la Communauté d'agglomération/Communauté de Communes mettront en place une procédure d'information sur les interventions où l'une des parties souhaite que le projet obtienne un co-financement de l'autre, ou dans le cas où la Communauté d'agglomération/ Communauté de Communes souhaite que le projet qui lui est présenté recueille des fonds européens structurels et d'investissement (FESI).

Cette procédure a notamment pour objectif d'assurer la cohérence de l'intervention publique et le respect des règles européennes de cumul des aides aux entreprises. Elle permettra de partager l'analyse sur le projet et le porteur et garantira le montage le plus adapté et régulier de l'ingénierie de financement du projet.

-o0o-

Approuvée par délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 10 juillet 2017, la présente charte est annexée aux conventions passées entre la Région et les communautés d'agglomération et les communautés de communes en application des articles L 4251-18, L 1511-2, L 1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 du Code général des collectivités territoriales.

ANNEXE III**REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES**

ORIENTATION 5 – RENFORCER L'ECONOMIE TERRITORIALE, L'ENTREPRENEURIAL ET LE MAILLAGE DU TERRITOIRE

Objectifs	Bénéficiaires	Assiette éligible	Intensité maximum de l'aide communautaire			régime de référence
			Taux	projet non générateur d'emploi (hors emploi(s) du/ des dirigeant(s) de l'entreprise)	Plafond projet générateur d'au moins 1 emploi (dont apprenti, hors CDD, hors emploi du dirigeant d'entreprise)	
Soutenir la création d'entreprise	<p>TPE et PME nouvellement créées sur le territoire de la communauté de communes</p> <p>Exclusions : autoentrepreneurs sociétés civiles immobilières cotisants solidaires agricoles</p>	<p>Frais d'immatriculation Etude de marché Frais de statuts juridiques de l'entreprise Frais de baux commerciaux Etude de faisabilité technique, étude de faisabilité architecturale, honoraires, autres études Prestation d'élaboration du plan de financement Prestation d'élaboration du compte de résultat prévisionnel</p> <p>Stage de 5 jours pour entreprendre</p> <p>Acquisition de nouveaux équipements matériels, réalisation de travaux nécessaires au développement de l'activité de l'entreprise et apportant une amélioration dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pénibilité au travail - Protection de l'environnement et énergies renouvelables - Handicap - Rénovation énergétique, économies d'énergie - Apprentissage - Innovation <p>Acquisition de bâtiment destiné à éliminer et transformer une friche sur le territoire.</p> <p>Dépenses inéligibles : location de bâtiments, acquisition et location de terrains, achat et location de matériel roulant n'apportant pas d'amélioration énergétique, renouvellement courant de matériel, travaux d'entretien courant</p>	25%	3 000 €	5 000 €	SA 40453 PME SA 40207 Formation SA 39252 AFR SA 40453 PME 1407/2013 de <i>minimis</i>
			<p>Acquisition de nouveaux équipements matériels, réalisation de travaux nécessaires au développement de l'activité de l'entreprise et apportant une amélioration dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pénibilité au travail - Protection de l'environnement et énergies renouvelables - Handicap - Rénovation énergétique, économies d'énergie - Apprentissage - Innovation <p>Acquisition de bâtiment destiné à éliminer et transformer une friche sur le territoire.</p> <p>Dépenses inéligibles : location de bâtiments, acquisition et location de terrains, achat et location de matériel roulant n'apportant pas d'amélioration énergétique, renouvellement courant de matériel, travaux d'entretien courant</p>	25%	3 000 €	5 000 €
Soutenir le développement d'entreprises	<p>TPE et PME existantes, ayant leur siège social ou un établissement sur le territoire de la communauté de communes</p> <p>Exclusions : autoentrepreneurs sociétés civiles immobilières cotisants solidaires agricoles</p>	<p>Acquisition de nouveaux équipements matériels, réalisation de travaux nécessaires au développement de l'activité de l'entreprise et apportant une amélioration dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pénibilité au travail - Protection de l'environnement et énergies renouvelables - Handicap - Rénovation énergétique, économies d'énergie - Apprentissage - Innovation <p>Acquisition de bâtiment destiné à éliminer et transformer une friche sur le territoire.</p> <p>Dépenses inéligibles : location de bâtiments, acquisition et location de terrains, achat et location de matériel roulant n'apportant pas d'amélioration énergétique, renouvellement courant de matériel, travaux d'entretien courant</p> <p>Prestations intellectuelles externalisées nécessaires au développement de l'activité de l'entreprise.</p>	25%	3 000 €	5 000 €	SA 39252 AFR SA 40453 PME 1407/2013 de <i>minimis</i>

Objectifs	Bénéficiaires	Assiette éligible	Intensité maximum de l'aide communautaire			régime de référence
			Taux	projet non générateur d'emploi (hors emploi(s) du/ des dirigeant(s) de l'entreprise)	Plafond projet générateur d'au moins 1 emploi (dont apprenti, hors CDD, hors emploi du dirigeant d'entreprise)	
Favoriser la reprise d'entreprises	TPE et PME nouvellement reprises sur le territoire de la communauté de communes Exclusions : - autoentrepreneurs - sociétés civiles immobilières cotisants - solidaires agricoles	Diagnostic financier de l'entreprise à reprendre Diagnostiques techniques de l'entreprise à reprendre: Ressources humaines, sécurité incendie, pollution, accessibilité etc. Prestations intellectuelles externalisées nécessaires au projet de reprise de l'entreprise. Acquisition de nouveaux équipements matériels, réalisation de travaux nécessaires au développement de l'activité de l'entreprise et apportant une amélioration dans les domaines suivants : - Pérennité au travail - Protection de l'environnement et énergies renouvelables - Handicap - Rénovation énergétique, économies d'énergie - Apprentissage - Innovation Acquisition de bâtiment destiné à éliminer et transformer une friche sur le territoire. <u>Dépenses inéligibles</u> : tout projet de reprise d'entreprise engendrant la diminution d'au moins 1 emploi, entraînant location de bâtiments, acquisition et location de terrains, achat et location de matériel roulant n'apportant pas d'amélioration énergétique, renouvellement courant de matériel, travaux d'entretien courant Frais d'immatriculation, frais d'enregistrement, frais de statuts juridiques, frais de baux commerciaux	25 %	3 000 €	5 000 €	SA 39252 AFR SA 40453 PME 1407/2013 de minimis

ANNEXE IV MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES AIDES AUX ENTREPRISES

I Attribution des aides aux entreprises

1.1. Réalisation du projet objet de l'aide

Une convention sera passée entre la collectivité décidant de l'octroi de l'aide et le bénéficiaire.

Elle précisera :

- les références au dispositif du règlement d'intervention,
- les références au régime d'aide notifié ou exempté constituant la base juridique de l'intervention publique,
- la nature, la durée et l'objet de l'intervention publique,
- le montant et les modalités de versement des aides prévues,
- le plan de financement de l'opération faisant apparaître l'ensemble des ressources affectées à la réalisation du même projet et notamment les autres financements accordés sur fonds publics,
- les engagements de l'entreprise concernant la réalisation des investissements et la création d'emplois,
- les conditions de versement et de solde de l'aide publique,
- le contrôle qu'exercera la collectivité sur la réalisation du projet et des conditions de la convention : respect du projet de développement, création et/ou maintien d'emplois, respect de l'obligation d'information de la collectivité,...

1.2. Modalité d'octroi des aides

La Région et la Communauté de Communes sont responsables chacun en ce qui les concerne, de l'instruction des demandes d'aides et des décisions d'octroi prises par chacune des collectivités.

Les projets éligibles peuvent être soutenus financièrement, soit uniquement par la communauté de communes, soit conjointement par la Région et la communauté de communes, soit uniquement par la Région.

La présente convention ne peut amener à contraindre l'une des collectivités partie prenante à financer un projet soutenu par l'autre partie, ni à réserver des crédits d'intervention de la Région sur le territoire de la Communauté de Communes.

1.3. Coordination

La Région et la Communauté de communes mettront en place une procédure d'information sur les interventions où l'une des parties souhaite obtenir un co-financement de l'autre, ou dans le cas où la Communauté de Communes souhaite que le projet qui lui est présenté recueille des fonds européens structurels et d'investissement (FESI).

Cette procédure a notamment pour objectif d'assurer la cohérence de l'intervention publique et le respect des règles européennes de cumul des aides aux entreprises. Elle permettra de partager l'analyse sur le projet et le porteur et garantira le montage le plus adapté et régulier de l'ingénierie de financement du projet.

II. Information et transparence

2.1. Bilan annuel des aides

Afin de permettre à la Région de satisfaire aux obligations d'information posées par l'article L 1511-1 du Code général des collectivités territoriales, la Communauté de Communes lui transmettra avant le 30 mars de chaque année un relevé des aides attribuées dans l'année au titre de la présente autorisation. Ce relevé sera effectué sur la base des tableaux transmis par les Préfets correspondant à la circulaire annuelle relative au bilan des aides d'Etat du Ministère de l'intérieur/Direction générale des collectivités locales (DGCL).

Dans le cas où la communauté de communes n'aurait pas transmis ces éléments avant le 30 mars, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et la communauté de communes ne pourra plus attribuer des aides aux entreprises.

2.2. Transparence

Chaque aide d'Etat individuelle d'un montant supérieur à un seuil fixé par la réglementation européenne doit être publiée par la collectivité territoriale qui attribue l'aide sur un site unique de la Commission européenne consacré aux aides d'Etat, dans les 6 mois à compter de la date d'octroi. Ce seuil est de :

- 500 000 € dans le cas général et pour les aides dans le secteur de la forêt,
- 60 000€ pour les aides dans le secteur de la production agricole,
- 30 000€ pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Ces seuils s'entendent par régime et décision d'octroi, tous financeurs publics confondus. Si le bénéficiaire de l'aide est une personne publique, son autofinancement, hors la part issue de contributions privées, est compté dans ce cumul.

Cette déclaration doit être effectuée au plus tard dans les 6 mois suivant la date d'octroi de l'aide.

Toute aide qui n'aurait pas respecté cette obligation est incompatible et devra être récupérée.

Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont précisées par circulaire ministérielle et contrôlées par les Préfets.

Dans le cas où la communauté de communes refuserait de se soumettre à cette obligation, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et la communauté de communes ne pourra plus attribuer des aides aux entreprises.



**AVENANT N° 1 A LA CONVENTION
entre la Région Nouvelle Aquitaine
Et la Communauté de Communes Périgord-Limousin
relative
à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation
(SRDEII) et aux aides aux entreprises
signée le 15 mars 2019**

ENTRE

LA REGION NOUVELLE AQUITAINE, représentée par son Président, Monsieur Alain ROUSSET, dûment habilité à la signature du présent avenant par la délibération n° 2020.747.SP du 10 avril 2020,

ci-après désignée par « la Région »,

d'une part,

ET

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PERIGORD-LIMOUSIN, représentée par son Président Monsieur Bernard VAURIAC, dûment habilité(e) à la signature du présent avenant par la décision du Président n°2020 10 AG du 27/04/2020,

ci-après désignée par « la Communauté de communes »,

d'autre part,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-2, L1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 et L4251-17 et suivants,

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercices des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu la délibération n° 2016.3141 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 19 décembre 2016 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,

Vu la délibération n°2019.1197 de la Commission permanente du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine en date du 8 juillet 2019 approuvant les dispositions de la présente convention,

Vu l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 décembre 2016 portant approbation du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n° 2019.2277 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 16 décembre 2019 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises,

Vu la délibération n°2018-4-36 du Conseil de la Communauté de Communes Périgord-Limousin en date du 30 août 2018 adoptant sa stratégie de développement économique et les dispositions de la Convention SRDEII

Vu la délibération n°2018-4-37 du Conseil de la Communauté de Communes Périgord-Limousin en date du 30 août 2018, adoptant son règlement d'intervention des aides aux entreprises,

Vu la Convention SRDEII signée définitivement entre les Parties le 15 mars 2019,

Vu la délibération n° 2020.747.SP de la Séance Plénière du Conseil régional en date du 10 avril 2020 approuvant les dispositions du présent avenant,

Vu la décision n°2020 10 AG du Président de la Communauté de Communes Périgord-Limousin en date du 27/04/2020 approuvant les dispositions du présent avenant.

PREAMBULE

La pandémie liée au « COVID-19 » a entraîné un ralentissement considérable de l'économie de la Région Nouvelle-Aquitaine et du territoire de la Communauté de Communes Périgord-Limousin. En effet, les mesures prises par le gouvernement relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 ont limité la possibilité d'ouverture de la plupart des commerces et réglementé les déplacements de la population.

Les conséquences de ces mesures, prises pour lutter contre la propagation du virus, entraînent de lourdes conséquences sur l'activité économique et financière de toutes les entreprises. Face à cette situation préoccupante, la Région et la Communauté de Communes Périgord-Limousin ont décidé de réagir en urgence en mobilisant tout moyen utile.

En conséquence de quoi, il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

Il est convenu la modification suivante de l'annexe 3 de la convention SDEII, par l'ajout de dispositifs liés à la crise COVID 19.

Article 2 :

Aucune autre disposition de la Convention n'est modifiée.

Fait à Bordeaux,

Le **04 JUIN 2020**

Pour la Région Nouvelle Aquitaine
Le Président du Conseil régional,



Alain ROUSSET

Pour la Communauté de Communes Périgord-Limousin
Son Président,

Bernard VAURIAC



ANNEXES

**A L'AVENANT N°1 A LA CONVENTION
entre la Région Nouvelle Aquitaine
Et la Communauté de Communes Périgord-Limousin,
relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et
d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises**

ANNEXE III**REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES**

ANNEXE III
REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES

ORIENTATION 9 : DEVELOPPER L'ECOSYSTEME DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

FINANCEMENT DES ENTREPRISES

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Fonds de solidarité de proximité	Soutenir les entreprises qui ont subi la crise COVID 19	Entreprises de moins de 10 salariés et associations ayant une activité économique de moins de 50 salariés	Besoin en fonds de roulement	Abondement du fonds de solidarité et de proximité à raison de 2 € par habitant Prêts à taux zéro sans garantie octroyés par le réseau initiative (montant du prêt entre 5 000 et 15 000 €)	SA 56 985 régime temporaire 1407/2013 <i>de minimis</i>

TOUTES ORIENTATIONS

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Aide exceptionnelle face à la crise COVID 19	Soutenir les entreprises qui ont subi la crise COVID 19 en ayant perdu au moins 50 % de leur CA		Besoin en fonds de roulement		SA 56 985 régime temporaire 1407/2013 <i>de minimis</i>

